Le peuple valdôtain

1 • **L'Union Valdôtaine,** Mouvement politique qui se rattache aux principes du Fédéralisme global, a comme finalité d'assurer l'épanouissement du caractère ethnique et linguistique du peuple valdôtain ; d'en servir les intérêts culturels, politiques, sociaux et économiques ; de favoriser la coopération entre les communautés ethniques. 2 • **L'Union Valdôtaine** s'engage à réaliser la souveraineté politique du Val d'Aoste par les voies démocratiques afin de seconder l'aspiration du peuple à l'autogouvernement dans le cadre d'une Europe unie des Peuples.

17 DÉCEMBRE 2009 • 0,40 euros • Poste Italiane S.p.A. - Spedizione in A.P. D.L. 353/2003 (conv. in L. 27/02/2004 n° 46) art. 1 comma 1 DCB - AOSTE • LVI année • N. 18067 **47**

www.unionvaldotaine.org
www.lepeuplevaldotain.it

EDITORIAL

Vers les élections communales

Ego Perron

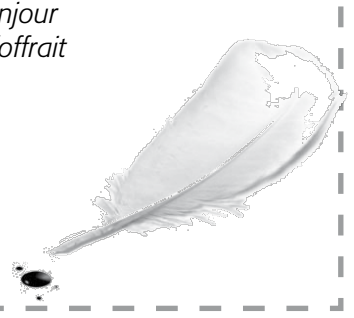
L'année prochaine, les Valdôtains seront appelés à renouveler la très grande majorité des Conseils communaux.
Il y aura donc de nouveaux syndics, de nouveaux assesseurs et de nouveaux conseillers communaux appelés à représenter leur Commune pendant les cinq prochaines années. Ce passage électoral se situe un peu en dehors des strictes négociations et des géographies politiques que l'on fait pendant d'autres types d'élections, à savoir les européennes, les législatives ou les régionales.
Souvent ici, on regarde davantage le contexte de la commune, les hommes et les femmes qui se distinguent le mieux pour le travail sur le territoire, les listes sont souvent civiques et sauf dans certains cas, elles n'ont pas de symbole de partis. Souvent…
Notre Mouvement a commencé un travail à travers ses sections, ses administrateurs communaux qui représentent notre véritable patrimoine et notre vraie richesse sur le territoire.
Prochainement, nous rencontrerons les présidents des sections pour faire le point de la situation dans toutes les communes. Le mandat que nous donnerons aux sections concerne bien sûr l'autonomie même de la section, dans le sens où c'est la section qui décide quel parcours, quels choix, quelles stratégies sont les plus adaptées à leurs communes respectives.
Il y a quand même une donnée de fond que je veux souligner. C'est qu'à travers ce passage, il y a un élément qui est positif pour cette communauté : l'alliance des trois forces autonomistes et fédéralistes qui gouvernent notre région, au sein de laquelle notre Mouvement a un poids déterminant. Cette alliance est positive et c'est une chose importante pour la Vallée d'Aoste. Elle représente un interlocuteur utile pour les besoins et les exigences des Valdôtains et pour représenter notre région à l'extérieur tant dans les rapports – absolument nécessaires – avec la politique nationale qu'à un échelon plus grand, la politique européenne, toujours plus sévère vis-à-vis des petites réalités comme la nôtre et toujours plus permissive avec les grands pouvoirs économiques et politiques.
Cette alliance constitue également pour nous un point de départ important pour les élections communales du 23 mai prochain, à favoriser là où les conditions le permettent, là où les sections la partagent, là où l'on trouve les gens intéressés et disponibles à interpréter et à représenter ce projet.
Voici, là où les conditions le permettront, le point de départ de notre parcours politique en vue des élections administratives, toujours en ayant comme but de bien représenter, à l'échelon communal aussi, le plus grand nombre possible de Valdôtains.

… » *fin de citation*

lcaveri@gmail.com

«Et tout d'un coup le souvenir m'est apparu. Ce goût c'était celui du petit morceau de madeleine que le dimanche matin à Combray (parce que jour-là je ne sortais pas avant l'heure de la messe), quand j'allais lui dire bonjour dans sa chambre, ma tante Léonie m'offrait après l'avoir trempé dans son infusion de thé ou de tilleul»

MARCEL PROUST



Combien de «madeleine» dans les souvenirs de notre vie!

Dès le 20 décembre 700 euros pour l'achat d'un ordinateur

"Un ordinateur chez soi" pour les jeunes nés en 1998

Augmenter les possibilités d'information et de formation des familles valdôtaines, en particulier des jeunes. En poursuivant ce but, l'Administration régionale a organisé à nouveau le projet "Un ordinateur chez soi", l'initiative cofinancée avec le Fonds social européen qui offre aux familles la possibilité d'acheter un ordinateur personnel, avec un accès à Internet et une boîte aux lettres électronique, en bénéficiant d'un montant de 700 euros.
«*On veut donner aux personnes nées en 1998, la possibilité d'avoir un ordinateur* – a expliqué le président de la Région Augusto Rollandin – *pour les initier progressivement et pour les alphabétiser vis-à-vis de la technologie. L'Administration régionale est en train d'élaborer une initiative analogue dédiée aux plus de 65 ans : un moyen pour offrir à tout le monde la possibilité d'utiliser la technologie, en rapprochant, de cette façon, deux générations».*
Pour accéder à cette contribution, les familles doivent résidées obligatoirement en Vallée d'Aoste et avoir un enfant né entre le premier janvier et le 31 décembre 1998. Le père ou la mère de l'enfant peut acheter un ordinateur individuel de bureau ou portable du 20 décembre 2009 au 5 avril 2010, en réclamant au vendeur une facture à son nom et la fiche technique de l'ordinateur, qui a été remplie et signée par ledit vendeur.
Le projet a été soutenu également par l'Assessorat régional de l'Education afin de promouvoir parmi les étudiants la maîtrise des multimédias, accroître l'efficacité des processus d'apprentissage et améliorer l'offre de formation.
«*Il faut créer des synergies à l'intérieur de l'école* – a commenté l'assesseur Laurent Viérin – *pour qu'elle se développe en même temps que la société. "Un ordinateur chez soi" est un projet qui agit directement sur les jeunes et indirectement sur les familles : en cette période de crise, il est important que la culture soit accessible à tous».*
L'initiative comprend aussi un cours de formation, destiné à familiariser les intéressés avec leur ordinateur, afin qu'ils puissent l'utiliser correctement et en toute sécurité, et deux réunions d'information organisées dans les écoles secondaires du premier degré.
Pour tout renseignement sont disponibles : le numéro vert 800.610.061, accessible depuis toute la Vallée d'Aoste, et le site Internet de la Région, à l'adresse www.regione.vda.it/uncomputerinfamiglia.

Denis Falconieri

Nouvelles du Sénat

"Epidémie" de diabète

Antonio Fosson

En attendant que la loi des finances soit abordée à nouveau au Sénat après les modifications introduites par la Chambre, nous avons eu le temps et l'opportunité de discuter dans la salle du Sénat de certaines motions. La plus significative concernait le diabète, en relation avec la journée mondiale du diabète qui est célébrée le 14 novembre, présentée par de nombreux sénateurs qui appartiennent à différents partis politiques, et par le président de la commission Santé du Sénat, le Sénateur Tommasini et par moi-même. Les données sur le diabète en Italie et dans le monde représentent des chiffres très alarmants et qui continuent d'augmenter si bien que l'on pense à une véritable épidémie qui se diffuse rapidement. Celle-ci touche, en ce moment, trois millions d'Italiens et représente la première cause de cécité acquise, c'est l'une des causes, parmi les plus importantes, d'insuffisances rénales avec la nécessité de dialyses et de greffes, présente des complications très handicapantes avec le soi-disant "Pied diabétique".
Le nombre des diabétiques reconnus croît chaque année en Vallée d'Aoste aussi où l'association valdôtaine des diabétiques accomplit une fonction culturelle et d'informations très significative.
Les dépenses qui sont engagées en Italie pour soigner cette maladie et les complications qui en dérivent absorbent 6,5% de la dépense sanitaire globale et ajoutons à cela les coûts financiers et sociaux que ces patients et leurs familles doivent affronter. Beaucoup de citoyens de notre pays et de notre région ne savent pas qu'ils sont diabétiques et quant le diagnostique tombe, ils ont perdu toute possibilité de guérison.
Les causes du diabète sont nombreuses et elles ne sont pas toutes connues mais une alimentation incorrecte (les goûters des enfants), l'obésité et la vie sédentaire en sont les facteurs adjuvants.
A partir de ces prémisses préoccupantes découlent les propositions de la motion qui prévoit une plus grande couverture des dépenses qu'affrontent les diabétiques pour faire face à la maladie et ses complications et, par conséquent, la requête d'un financement spécifique plus important de la part de l'Etat. Mais c'est avant tout le fait de partager, de la part de tous, la nécessité d'engager une activité de prévention plus spécifique et étendue, en reconnaissant en premier lieu les malades qui sont en phase précoce de la maladie. La motion a été premièrement acceptée par le Gouvernement représenté dans la salle par le professeur Fazio, puis approuvée à l'unanimité. Peut-être qu'en Vallée d'Aoste aussi où le soutien pour les dépenses concernant cette maladie est majeur par rapport aux autres régions, le moment est arrivé de lancer une activité plus spécifique, visant à combattre cette "épidémie" préoccupante.

Aperçu des décisions du Gouvernement régional

Séance du vendredi 11 décembre

PRÉSIDENCE DE LA RÉGION
En accord avec le Conseil permanent des collectivités locales, le Gouvernement a adopté le Plan extraordinaire 2009 visant à porter à terme l'expérimentation relative à la télévision numérique. En outre, il a défini les grandes lignes et les objectifs inhérents à l'élaboration du Plan pluriannuel concernant le domaine de l'informatique.
D'autre part, pour l'année 2010, l'Exécutif a décidé de proroger la convention entre la Région et l'association de bénévoles « Banque alimentaire Vallée d'Aoste » de Gressan, en vue de la constitution d'une réserve alimentaire destinée à être utilisée en cas d'urgence.
Le Gouvernement a demandé l'avis du Conseil permanent des collectivités locales pour ce qui est de la définition des mesures afférentes à la rationalisation et à la réduction des dépenses en personnel des collectivités locales au titre de l'année 2010 et de l'approbation des modifications apportées à la réglementation du Pacte de stabilité pour les collectivités locales de la Région relatif à l'année 2009.

AGRICULTURE ET RESSOURCES NATURELLES
L'avis public contenant les dispositions techniques et les procédures d'application de la mesure 311 – diversification vers des activités non agricoles – Action D installations pour énergies issues de sources alternatives – du Programme de développement rural de la Vallée d'Aoste 2007/2013 a été approuvé.

Le Gouvernement a également donné son accord à la concession gratuite, à tous les organismes de bienfaisance et aux entreprises qui en feront la demande, de l'image choisie pour la publicité de la 1010ème Foire de Saint-Ours.
Une somme de 125.000 euros a été octroyée en vue de l'organisation d'initiatives, de foires ou marchés d'artisanat de tradition.

ÉDUCATION ET CULTURE
L'Exécutif a décidé de faire participer un nombre maximum de 10 enseignants des institutions scolaires régionales du 1er et du second degré au cours de formation intitulé « Atelier d'écriture autobiographique », organisé à Aix en Provence et à Marseille, du 1er au 3 février 2010. Par ailleurs, il a approuvé le stage de formation intitulé « Littératures comparées » destiné aux professeurs des disciplines humanistes des écoles secondaires du second degré de la Région.

OUVRAGES PUBLICS, PROTECTION DES SOLS ET LOGEMENT PUBLIC
L'Exécutif a approuvé la fiche opérationnelle inhérente à la rédaction du Plan urbanistique de détail (*PUD*) relatif aux travaux de réalisation du Pôle universitaire d'Aoste dans le site de la caserne Testafocchi. Il a aussi adopté les orientations que la Région a données au Conseil permanent de l'*ARER (Azienda Regionale Edilizia Residenziale*) pour l'identification et la définition des mesures de logement social à mettre en place au titre de l'exercice 2010. D'autre part, le volet technique des projets définitif et d'exécution relatif aux travaux de construction d'une structure préfabriquée à usage de garage et à usage de dortoirs au siège des sapeurs-pompiers, ainsi que le projet d'exécution des travaux de construction du corps de bâtiment appelé *Triangolo* et du service de dialyse ont été approuvés.

SANTÉ, BIEN-ÊTRE ET POLITIQUES SOCIALES
L'accord passé le 24 novembre 2009 entre la Région, les organisations syndicales des pharmaciens, *l'Unifarma Distribuzione Spa* et l'Agence *Usl*, pour la distribution des médicaments et de l'oxygène liquide par les pharmacies conventionnées a été accueilli formellement. Deux initiatives d'information et de sensibilisation sur le handicap ont été admises au financement.

TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT
Aux termes de la loi régionale n° 25/2005, le gouvernement a approuvé la répartition des aides à la réalisation des fonctions exercées en 2009 entre les collectivités locales.

TOURISME, SPORTS, COMMERCE ET TRANSPORTS
Le Gouvernement a chargé l'Assessorat de réaliser des initiatives promotionnelles en Italie et à l'étranger durant le 1er semestre 2010.
Il a également approuvé la réalisation de projets de communication intégrée, en vue de la promotion de l'offre touristique de la Région au Royaume-Uni, en Belgique, en Hollande et en France. Il a aussi défini les activités autorisées dans les centres bien-être des structures hôtelières, dans les chambres d'hôtes et dans les structures d'accueil à ciel ouvert. Le Gouvernement a révoquée sa délibération relative à l'approbation du Protocole d'entente entre la Région et les sociétés du groupe Air Vallée qui visait à la promotion de l'activité de l'aéroport régional Corrado Gex.

FÉLICITATIONS

La section de l'UV de Quart
exprime ses plus sincères félicitations à

Madame **Valeria SAPONE**
membre de la section, qui a obtenu sa Maîtrise en Jurisprudence en obtenant la mention 110/110 et les félicitations du jury.

Monsieur **Joël PONSETTI**
membre de la section, qui a obtenu sa Maîtrise en Sciences Forestières, en obtenant la mention 110/110 et les félicitations du Jury.

NOUVELLES EN BREF

Noël au Bourg : Giuseppe Binel et Antonio Caddeo vainqueurs du concours « Presepi in mostra 2009 »

La cérémonie de remise des prix de la troisième édition de l'expo-concours « Presepi in mostra », promue dans le cadre de l'initiative « Noël au Bourg », par la commune de Bard, en collaboration avec l'Association Fort de Bard et l'Assessorat des Activités productives a eu lieu dimanche 6 décembre dernier.
Dans la catégorie « ronde-bosse », le vainqueur est Antonio Caddeo, d'Aoste, suivi de Gino Daguin, de Hône et Fernando Casetta, d'Aoste. Pour le « bas-relief » s'est imposé l'artiste de Donnas Giuseppe Binel, devant Dario Berlier, de Gressan et Franco Crestani, de Quart. Pendant le premier jour d'ouverture de l'exposition, le chiffre record de 3.427 entrées a été enregistré.
L'exposition peut être visitée tous les jours jusqu'au 6 janvier 2010 dans la petite salle polyvalente de la mairie de Bard, du lundi au vendredi, de 17h00 à 21h00 et, samedi, dimanche, veilles des jours de fêtes et fêtes de 10h00 à 21h00.
Le président du Gouvernement Augusto Rollandin, qui a participé à la soirée conviviale en présence des artisans au nouvel Hôtel Stendhal, tout juste ouvert au public, a évalué la qualité des œuvres produites par les 30 artistes concurrents et a souligné la valeur de ce type de manifestations qui contribuent à créer une synergie étroite entre le Bourg et le Fort et les autres organismes engagés dans la valorisation du territoire et de ses spécificités.
Le Fort restera ouvert pendant toute la période de Noël, à l'exception du jour de Noël, selon les horaires suivants : à partir de samedi 26 et pendant toutes les festivités, il sera ouvert tous les jours, ainsi que les lundis. Le 1er janvier 2010, l'ouverture sera limitée à l'après-midi, de 14h00 à 19h00. Du 2 au 6 janvier 2010, sera appliqué l'horaire festif, de 10h00 à 19h00.

Pennazio Pession s.n.c.
• Ferramenta
• Utensileria
• Giardinaggio
• Idraulica
• Elettricità
• Colori e vernici
• Casalinghi
• Abbigliamento e calzature antinfortunistica

Regione Brenlo, 3 - 11100 AOSTA
☎ 0165 554171 - e-mail: fpession@gmail.com

Avis aux destinataires

Conformément aux dispositions de la loi n° 196 du 30 juin 2003, nous vous informons que les coordonnées de ceux qui reçoivent chez eux le « Le Peuple Valdôtain » apparaissent dans la liste des adresses de l'Union Valdôtaine. Le titulaire du traitement est le Mouvement politique Union Valdôtaine, 29, av. des Maquisards - 11100 Aoste. Nous vous informons également qu'aux termes de l'article 7 dudit décret il vous est possible de demander à tout moment la modification, la mise à jour ou l'effacement des données vous concernant, en écrivant simplement à **Union Valdôtaine - 29, Av. des Maquisards - 11100 Aoste.**

Le peuple valdôtain
Hebdomadaire de l'U.V. et du groupe de l'U.V. au Conseil régional

Editeur
« Nouvelle Editrice Le Peuple » S.r.l.
27, 29 Av. des Maquisards
Aoste - Tél. 0165.234140
Fax 0165.261469
redaction@lepeuplevaldotain.com

Directeur responsable
Giuseppe RIVOLIN

La page 6 est coordonnée par le Groupe U.V. du Conseil de la Vallée

Enr. trib. d'Aoste n. 2 du 24-5-1954

TIPOGRAFIA DUC
16, Grand-Chemin - Saint-Christophe
Tél. 0165.23 68 88 - Fax 0165.36 00 14
CCP 11739117

IMPRIMÉ SUR PAPIER RECYCLÉ

PUBLICITÉ s'adresser à
MUSUMECI SPA
97, loc. Amérique
11020 Quart
Tél. 0165.76.12.06 - Fax 0165.76.11.12

ABONNEMENTS :
€ 25 Italie – € 30 Etranger

TARIFFE INSERZIONE TARIFFE A MODULO

CLIENTI LOCALI
• Commerciali : € 21,00 al modulo
• Occasionali : € 26,00 al modulo
• Finanziari, legali : € 31,00 al modulo

CLIENTI NAZIONALI
• Commerciali : € 26,00 al modulo
• Occasionali : € 36,00 al modulo
• Finanziari, legali : € 41,00 al modulo

SCONTI PER INSERZIONI CONTINUATIVE

Questo periodico è iscritto all'Unione Stampa Periodica Italiana

Allocution du président de l'ordre des Ingénieurs du Val d'Aoste Michel Grosjacques

« Bureaucratie ? Il faut aussi le bon sens »

Mesdames et Messieurs, bonjour à tous. Monsieur le président Perron, merci pour cette invitation. Je suis bien heureux de revenir sur ce thème qui nous concerne de très près.
Siamo tutti consapevoli e d'accordo sul fatto che la burocrazia è un onere che frena lo sviluppo, soprattutto in un momento di crisi come quello attuale. Sottoscrivo il grido "di dolore" che ha lanciato la Cna: bisogna però fare attenzione, però, alle soluzioni che vogliamo cercare.
La burocrazia è nata per documentare l'azione amministrativa, garantire una valutazione obiettiva e la certezza dei tempi. Nel 1995 c'è stata Tangentopoli, che ha introdotto altri obiettivi, come quello di evitare fenomeni corruttivi.
Per questo sono nate leggi e procedure, che dovevano essere la soluzione al problema, ma ci siamo accorti che non è così. La legge sui lavori pubblici, ad esempio, è stata complicata all'inverosimile per evitare furti, ma la realtà dei fatti è che si continua a rubare e le procedure sono state complicate invano.
Gli obiettivi di partenza della burocrazia devono rimanere ben saldi: bisogna semplificarla riducendo al minimo gli oneri, perché gli oneri diventano costi e freni, pur continuando a credere che alcuni principi e valori devono essere tutelati.
Nel campo delle costruzioni c'è un secondo problema: negli ultimi dieci anni sono state introdotte una serie di novità.
Ci vengono richieste molte più cose che prima non esistevano: le verifiche sismiche che prima venivano richieste solo in determinate situazioni ora sono obbligatorie, ad esempio. Sono un di più che crea un lavoro, un costo, l'aumento della burocrazia. È il caso anche della certificazione energetica: vero, bisogna abbattere i consumi, l'edificato deve essere più performante, ma diventa un costo applicarci questa certificazione, un costo non certamente da poco.
La soluzione qual è? Bisogna trovare un bilanciamento tra quel minimo di burocrazia indispensabile per raggiungere questi obiettivi che sono sacrosanti, ma decidere una volta per tutte quali sono questi obiettivi. Con tavoli di lavoro appositi si possono superare queste barriere, riuscendo a limitare – per quanto possibile – la burocrazia e rendere più fluidi tutti i lavori.
Un esempio recente è il Piano Casa: questo Piano nasce dall'idea di dare un volano economico alla società, permettendo di aumentare le volumetrie delle case.
E nello stesso momento è stato introdotto un concetto nuovo, quello della sostenibilità ambientale: diamo un premio a chi, nella sua casa, utilizza materiali naturali, in modo tale da non incidere sulle risorse globali. Il problema è che, così facendo, si lavora di più, si paga di più… Il gioco vale la candela? Se si decide che questo obiettivo è prioritario, tutti assieme si sceglie la via più pratica per rendere il tutto il meno oneroso possibile.
Sull'ambito pubblico le procedure esistono, e sono anche valide: i vari passaggi (progetti preliminari, definitivi, esecutivi) servono a evitare sperpero di risorse pubbliche.
Se l'amministrazione ha un'idea, prima di realizzarla ne verifica la fattibilità con un progetto preliminare, per evitare di spendere risorse per obiettivi non attuabili.
Qualche volta capita che questi passaggi vengono visti solo come un adempimento burocratico per arrivare all'obiettivo finale: ed è negativo, perché così facendo si bruciano delle risorse.
È la stessa cosa che si verifica tra i privati: quando si chiede ad un cittadino di fare degli adempimenti per una concessione edilizia, spesso e volentieri si vedono queste procedure solo come altri incartamenti burocratici che spesso sono fini a se stessi e non comportano un miglioramento per la costruzione che si sta portando avanti. Ovvero è uno sperpero di risorse.
È la stessa cosa che si verifica per la legge sulla sicurezza, che viene percepita solo come un obbligo formale che – se non perpetuato – viene punito con una sanzione, mentre invece alla base di questa norma vi sono principi di notevole valore.
La realtà è che spesso e volentieri molti studi obbligatori sono in realtà superflui: nei casi dove invece l'esigenza di approfondimenti è reale, questi studi dimostrano invece come il lavoro procede nel miglior modo possibile (nel caso della sicurezza viene tutelata la salute e la sicurezza del lavoratore).
Sono studi importanti, ma che devono essere anche reali, altrimenti diventano inutili.
La nostra proposta è la seguente: la struttura burocratica è una struttura che serve a portare obiettività. A monte della burocrazia, però, dovrebbe esserci il buonsenso. Se pensiamo che con la legge i problemi si risolvano in automatico andiamo completamente fuori strada: ci va il buonsenso nell'applicarla, la legge.
E questo buonsenso – dal punto di vista pubblico – può essere ottenuto soltanto con l'incentivazione del sistema meritocratico.
Mi è dispiaciuto sentire i sindacalisti non esprimersi su questo tema, perché questo è un problema di reale importanza nella pubblica amministrazione.
Il sistema meritocratico è già stato applicato, ma gli incentivi sono sempre stati visti come un "di più" dovuto. Sarebbe interessante capire se ci sono gli strumenti per invertire la rotta: il presidente Rollandin l'ha detto bene. Quando si parla di meritocrazia, bisogna poter premiare – in modo consistente – chi è stato bravo, mentre il dipendente che non produce deve essere penalizzato, sempre mantenendo i minimi salariali. Su questo i sindacati dovrebbero però prendere la parola, perché finche non si esce da questa impasse non si potranno risolvere tanti problemi che stanno alla base della nostra discussione odierna.
Per concludere, la sensazione – simile a quella degli Architetti – è che il nostro lavoro stia diventando quello di un burocrate. E forse lo stiamo diventando davvero. Noi siamo dei tecnici che dovrebbero fornire delle idee, progettare bene e seguire i cantieri: quando ci riduciamo ad essere dei burocrati vuol dire che stiamo andando fuori strada.
Preferiremmo fare meno studi, ma fare bene quelli che sono effettivamente necessari.

Allocution du président de l'ordre des Géomètres du Val d'Aoste Rémy Vauterin

« Oui à la technologie, mais attention aux personnes »

Essere l'ultimo da la possibilità di evitare di essere ripetitivi, e inoltre mi permette di condividere pubblicamente quanto detto dagli altri interlocutori di questa mattinata.
La burocrazia dovrebbe servire a omogenizzare una serie di norme e a rendere i regolamenti più vivibili… Cosa alquanto astratta, a quanto si è appreso. Dobbiamo porre al centro dell'attenzione la vita di ogni singolo cittadino, che sia visto come lavoratore, come utente o comunque come una persona che deve usufruire di un servizio. Per quello che riguarda la qualità della vita, dobbiamo essere consapevoli del nostro ruolo all'interno della società. Si è parlato di meritocrazia : ognuno di noi deve compiere al meglio il proprio ruolo sociale. Il lavoratore deve fare il lavoratore, il politico il politico, il dirigente deve fare il dirigente.
Tutti abbiamo un ruolo che – forse – sovente ci dimentichiamo di avere: rispettando meglio il nostro ruolo si risolverebbero forse tante magagne di questo sistema burocratico che ci opprime. La tecnologia ci può aiutare, in questo senso : negli ultimi dieci anni l'evoluzione tecnologica è stata massiccia, ed è quindi importante che tutti gli attori sociali, anche la pubblica amministrazione, siano in grado di seguire questo processo. Spesso e volentieri, infatti, le norme di legge seguono questo processo evolutivo, senza tenere conto delle difficoltà di metterlo in pratica. Un esempio : il catasto ancora oggi chiede i documenti a noi geometri sui dischetti da tre pollici, che ormai sono in disuso da tempo.
Insomma, esistono contrasti. Internet dovrebbe funzionare dappertutto, ma ancora non arriva dappertutto. È giusto parlare di delocalizzazione, ma non vi sono ancora gli strumenti per riuscire a svolgere – in tutti i comuni – le procedure che adesso sono centralizzate. Lo sportello unico tanto decantato è un esempio : ci aspettavamo tutti un pò più di informazione, su questo strumento.
È difficile fare una valutazione, perchè ancora non lo conosciamo bene. Lo sportello unico va avanti ma siamo noi che non riusciamo a seguirlo, e quindi si perde il senso di questa decisione e non si raccolgono a pieno i benefici che questa innovazione poteva portare.
Per tornare a Internet, i Comuni potrebbero fare lo sforzo di mettere in rete tutta la documentazione (piani regolatori, norme edilizie) affinchè questa documentazione possa essere consultata direttamente dai professionisti. Tanti malintesi con gli uffici tecnici comunali nascono proprio perchè non abbiamo la possibilità di verificare quello che ci viene detto dal tecnico : non per malafede, ma piuttosto perchè gli adempimenti sono tanti, e i particolari possono sfuggire. Questi malintesi però possono bloccare un iter di un progetto, una concessione edilizia : insomma creare un disagio all'utente finale, che trova nella burocrazia il capro espiatorio dei suoi guai.
Quindi è importante disporre di tutto quello che la tecnologia ci offre, ma dobbiamo insistere affinchè tutto funzioni per il meglio. Dobbiamo verificare che ognuna delle persone che partecipano al processo sia in grado di avere i mezzi tecnici per venire a capo dei problemi.
Vi ringrazio.

Allocution de la présidente des agronomes valdôtains Angèle Barrel

« Un guichet unique pour les pratiques agricoles »

Buongiorno a tutti, vorrei ringraziare il presidente dell'Union Valdôtaine per l'invito. Come ordine abbiamo deciso di dare una possibile risposta ad un quesito tutto particolare: la semplificazione burocratica nel settore agricolo. Parlare di semplificazione in un settore come il nostro non è facile. L'Unione Europea regolamenta fortemente il settore, soprattutto per quanto riguarda i contributi. Per cui parlare di semplificazione è abbastanza difficile.
Un esempio piuttosto comune è quello dell'attuazione del regolamento 1698, che è quello da cui discende il Psr (piano di sviluppo rurale) attuale, che "pesa" 150 pagine con 9 allegati e che è stato approvato dopo un lungo iter dalla commissione europea e che attualmente si sta attuando – in Valle d'Aosta – attraverso una serie di delibere di Giunta. Inoltre questo regolamento ha richiesto tutta una serie di autorità di gestione degli enti pagatori, che vi fa capire la problematica di una burocratizzazione, di una semplificazione del campo.
In un contesto del genere gli imprenditori agricoli devono conoscere bene questo sistema complesso, soddisfare determinati requisiti e soprattutto rispettare tutta una serie di obblighi molto pesanti: l'ambiente, la salute, la sanità, il benessere animale, l'igiene, le buone pratiche agricole, la sicurezza sul lavoro. Insomma, un contesto sicuramente poco facile nel quale agire.
E poi, cosa deve fare l'imprenditore agricolo per avere i contributi? Deve capire se rientra nei requisiti, deve trovare e compilare i moduli, deve presentare della documentazione che trova soltanto nei vari uffici di assessorati ed enti esterni, deve rendicontare le spese sostenute e – cosa più importante – deve raggiungere degli obiettivi per aver diritto a questi stessi contributi. Ebbene, la situazione non è rosea.
L'Unione Europea e la Regione Valle d'Aosta comunque danno comunque delle opportunità di semplificazione, di aiuto agli imprenditori per operare in questo sistema. Cito, ad esempio, il regolamento 1782 del 2003, che prevede tre possibilità di miglioramento della situazione per i nostri imprenditori: la prima è la domanda unica di contributi, che permette di compattare le richieste in un'unica tranche di pagamento. C'è poi l'informatizzazione, ovvero la creazione di un sistema informativo accessibile e utile per la gestione delle pratiche. In ultimo, la creazione di un sistema di consulenza per le imprese agricole.
Per quanto riguarda la consulenza, il regolamento prevede "l'istituzione di sistemi di servizi di gestione, di sostituzione e di consulenza delle aziende agricole, che dovrebbe aiutare questi soggetti ad adeguare, migliorare e facilitare la gestione delle loro aziende, e renderle più redditizie grazie ad un migliore utilizzo del potenziale umano occupato nel settore agricolo e forestale" : possibilità che la Regione ha recepito non all'interno del Psr: è stato scelto di inserirlo nel titolo terzo della legge 32, dove esiste la possibilità di istituire questo servizio proposto dall'Ue. Le nostre proposte operative, di fatto, sono già dettate dall'Unione Europea : e cioè l'informatizzazione, cioè un sistema di consultazione che permetta anche la presentazione delle pratiche, che potrebbe essere un ottimo metodo di semplificazione del campo.
L'altra possibilità è la gestione dei contributi in maniera più "compatta", più uniforme ; la terza proposta riguarda invece la possibilità di creare il servizio di consulenza aziendale, un tipo di servizio che potrebbe essere realizzato con uno sportello dove gli agricoltori possono recarsi per la gestione delle pratiche. Uno sportello che gestisce per conto delle aziende agricole l'iter procedurale delle pratiche, un luogo dove gli agricoltori possono anche ricercare una consulenza specifica per le loro esigenze tecniche. Un centro – questo – dove l'informatizzazione dia la possibilità di accedere a tutti i dati necessari agli agricoltori per svolgere la loro professione.
Attenzione però: un tipo di servizio del genere non deve essere però imposto, non deve diventare un modo di appensantire ancora di più la burocrazia. La sua creazione deve essere invece concertata con gli imprenditori agricoli : se questa necessità è sentita realmente da chi lavora in questo campo, attivare questo servizio potrebbe essere una buona soluzione.
Certamente, però, devono essere sentiti precedentemente tutti gli operatori del settore : partendo dagli imprenditori agricoli, passando per i professionisti e le associazioni di categoria.

L'avis de Monica Pirovano, présidente de Confindustria Vallée d'Aoste

« La simplification passe par la communication »

La burocrazia è comunemente intesa come il potere di organizzare persone e risorse destinate alla realizzazione di un fine collettivo secondo criteri di razionalità, imparzialità e impersonalità. L'attuale accezione del termine burocrazia è oggi principalmente negativa, a causa delle «conseguenze inattese» del fenomeno burocratico: rigidità, lentezza, incapacità di adattamento, inefficienza, inefficacia, lessico difficile o addirittura incomprensibile (il cosiddetto *burocratese*), mancanza di stimoli, deresponsabilizzazione, eccessiva pervasività, tendenza a regolamentare ogni minimo aspetto della vita quotidiana.

Ridurre il peso della burocrazia è una delle indicazioni lanciate dalla Commissione Europea nel 2007 per sostenere la creazione e la crescita delle imprese, creando così un ambiente più favorevole all'attività imprenditoriale. Già nel 1999 il vademecum distribuito alle Pubbliche Amministrazioni dalla Presidenza del Consiglio del Ministri si intitolava "La semplificazione migliora la vita di tutti".

Slogan quanto mai efficace per riassumere in una frase cosa intendono cittadini e imprese quando sentono parlare di burocrazia.

La riforma della burocrazia inizia nel 1990 con la revisione del procedimento amministrativo e segna il riscatto del cittadino-utente nei confronti del potere amministrativo spesso esercitato senza tener conto in modo adeguato degli interessi dei destinatari finali dell'attività amministrativa. La burocrazia, infatti, non riguarda soltanto le imprese, ma anche i cittadini.

Semplificare significa tentare per così dire di alleggerire le pubbliche amministrazioni di regole, compiti e funzioni superflue. Da qui la politica di deregolamentazione, intesa come eliminazione di regole inutili contenute in fonti di vario rango e natura.

L'alleggerimento dei compiti dello Stato, inteso come complesso degli apparati che compongono la Pubblica Amministrazione, passa attraverso: forme di decentramento e di scomposizione degli apparati in unità organizzative autonome o semi-autonome; l'esternalizzazione di servizi, compiti e funzioni in precedenza organizzati all'interno degli apparati pubblici; la revisione e razionalizzazione del sistema normativo e della struttura procedimentale; la creazione dello sportello unico o punto di contatto unico tra l'utente (in particolare l'impresa) e l'amministrazione, che consente al primo di espletare tutte le formalità necessarie per lo svolgimento di un'attività presso un unico ufficio, il quale, poi, instaura i contatti necessari con gli uffici di volta in volta interessati e intraprende un'attività di impulso e di coordinamento procedimentale per conto dell'utente.

Gli strumenti di semplificazione sin qui considerati non incidono però in modo diretto sulla struttura interna dei procedimenti amministrativi: La madre di tutte semplificazioni è rappresentata dalle tecniche di intervento che hanno per oggetto le sequenze interne alla sequenza procedimentale originaria.

Su questo versante molte sono state le leggi amministrative speciali che mirano a semplificare singoli procedimenti oppure i procedimenti relativi a singole materie. Pensiamo all'eliminazione di singole fasi o adempimenti, al cosiddetto silenzio-assenso e alla denuncia sostitutiva di un'autorizzazione che trovano un'utilizzazione sempre più estesa.

In questi ultimi due anni abbiamo anche assistito a ad una semplificazione amministrativa tesa a ridurre il carico di adempimenti posti in capo delle piccole e medie imprese, sulle quali gli oneri derivanti dai contatti con la pubblica amministrazione finiscono per gravare, comparativamente, in misura inversamente proporzionale alla dimensione. Le misure di semplificazione burocratica per le Pmi, che riguardano 5 settori fondamentali (privacy, previdenza, lavoro, paesaggio, ambiente e prevenzione incendi) fanno parte di un pacchetto di obiettivi richiesto dall'Unione europea che stima un risparmio al 2012 di circa 70-75 miliardi di euro. L'area in cui si concentrano i maggiori costi (10 miliardi) per le imprese è quella del lavoro e previdenza.

E l'Europa?

Il quadro non è confortante. Il 6% del bilancio UE serve per far funzionare la macchina europea, pari ad un assegno di circa 7,7 milioni di euro. I costi amministrativi sono cresciuti del 21% dal 2001 e, secondo recenti stime del Sole 24 Ore, sono destinati ad aumentare ancora per il personale, le pensioni, servizi di interpretariato e le traduzioni. In Valle d'Aosta il federalismo e il trasferimento di competenze hanno avvicinato di più le istituzioni al cittadino e all'impresa, ma i costi sono risultati talvolta più elevati dei risultati ottenuti. Le imprese che operano in un mercato più ampio di quello regionale si trovano così ad applicare regole diverse, con conseguenti moltiplicazioni dei costi, per gli stessi adempimenti amministrativi (dalla valutazione ambientale strategica, alla denuncia inizio attività edilizia, alla formazione igienico e sanitarie, per citarne alcuni).

Negli ultimi anni ci sono stati dei segnali di miglioramento, ma troppo spesso l'attività amministrativa si è esaurita nell'osservanza formale delle leggi, la semplificazione viene misurata più in termini quantitativi (vedi interventi "taglia leggi") che qualitativi, c'è poca attenzione ai bisogni collettivi, poche risposte concrete alle domande delle imprese.

Ogni adempimento burocratico grava sull'attività dell'impresa ed incide sui suoi costi complessivi e di fatto rende la stessa meno competitiva rispetto ad altre aziende di altri paesi che hanno minori vincoli amministrativi.

La complessità delle procedure amministrative è un rischio persistente e non è sufficiente semplificare i procedimenti previsti da normative vigenti. In molti casi, il red tape (cioè l'eccesso di adempimenti burocratici) dipende più che da vincoli normativi insuperabili a livello locale, da decisioni organizzative, da procedure interne barocche (talvolta soltanto il passaggio di una pratica dall'ufficio del protocollo all'ufficio competente all'istruttoria richiede tempi inaccettabili), dalla mancata attivazione di strumenti di coordinamento (come esempio, la conferenza dei servizi prevista dalla legge 7 agosto 1990, n. 241), dallo scarso utilizzo degli incentivi diretti e indiretti alla produttività dei dipendenti pubblici.

L'imposizione di eccessivi vincoli amministrativi ha un impatto negativo sull'efficienza delle nostre imprese e, di conseguenza, sull'intero processo di crescita del nostro sistema economico.

Semplificare significa non solo ridurre il carico di oneri e di costi per le imprese, ma significa anche ridurre i costi per la Pubblica Amministrazione che può liberare delle risorse per lo sviluppo e la crescita dell'economia e non per procedure lunghe e defatiganti di tipo burocratico. L'assenza del controllo del mercato, la mancanza di concorrenza, ha consentito che nell'amministrazione pubblica si instaurasse un sistema di irresponsabilità circolare, nel quale il «non rispondere» dei dirigenti giustifica quello dei dipendenti e ne è a sua volta giustificato. Occorre rompere questo circolo vizioso.

Dove ci sono volontà e risorse per migliorare significativamente efficienza ed efficacia dei servizi, i risultati ci sono. Ecco perché la burocrazia è sostanzialmente un problema culturale. Vi è la difficoltà di passare da un sistema amministrativo che tradizionalmente ha operato con criteri orientati sostanzialmente al rispetto formale degli atti, ad un sistema chiamato ad operare con criteri organizzativi-manageriali, nel rispetto della specificità del loro ruolo. Qualcuno dice che le pubbliche amministrazioni «non funzionano» perché a esse si applicano regole diverse da quelle con cui operano le organizzazioni private, oppure dicono che vi è una sostanziale differenza delle missioni e dei contesti che richiedono regole ancora più differenti.

La risposta non è né semplice né ovvia, tanto è vero che grandissimi studiosi – per tutti: Sabino Cassese – hanno anche sostenuto che l'applicazione dei principi di totale flessibilità al rapporto di lavoro dei manager pubblici configge con l'imparzialità e il buon andamento previsti dalla Costituzione. Tuttavia la strada seguita negli anni «di Bassanini» in Italia, e in buona parte dei paesi occidentali almeno a partire dal 1980, è andata nella direzione opposta, nel tentativo di uniformare le regole tra settore pubblico e settore privato, per quanto attiene al rapporto di lavoro e al funzionamento dell'organizzazione.

Il settore privato è più efficiente di quello pubblico, forse anche perché le regole sulla base delle quali esso funziona sono più adeguate.

Occorre essere peraltro consapevoli delle difficoltà e dei vincoli che condizionano l'attività degli apparati pubblici che non possono certo essere equiparati, da questo specifico punto di vista, alle imprese.

Tuttavia questa consapevolezza deve tradursi in una moltiplicazione degli sforzi per il miglioramento qualitativo.

La burocrazia è un problema di metodo. Occorre cercare di monitorare i processi di normazione fin dal momento in cui essi vengono concepiti sotto forma di proposte e progetti di legge allo scopo di compararne i costi e i benefici. Lo stesso vale naturalmente per i procedimenti amministrativi.

Questo significa che nella fase di "progettazione" bisogna verificare, prima dell'adozione, i relativi vantaggi e svantaggi in termini collettivi. Non è sufficiente analizzare e valutare l'astratta coerenza del provvedimento con gli obiettivi che si prefigge la pubblica amministrazione, ma bisogna analizzare e valutare i costi ed i benefici per i cittadini, per la pubblica amministrazione e per le imprese. Per fare ciò è fondamentale il coinvolgimento degli utenti-cittadini-imprese. Da qui la necessità di avviare un concreto "dialogo istituzionale" con le organizzazioni del mondo produttivo in modo da analizzare e valutare l'impatto di norme che la Pubblica Amministrazione intende emanare con coloro che con le norme hanno davvero a che fare nella loro attività quotidiana, proponendo, ove necessario, degli interventi correttivi. Allo stesso modo sarà necessario avviare consultazioni per il monitoraggio delle norme introdotte.

La burocrazia è un problema di formazione. Per far funzionare bene i meccanismi di semplificazione è necessario infatti che le persone preposte a tutti i livelli siano all'altezza delle nuove responsabilità attribuite, eccetera. Una cosa è introdurre una riforma *ex novo*, una cosa è estendere e diffondere una buona pratica che magari altrove già funziona. In questo secondo caso l'intervento prioritario non è di tipo normativo, ma di tipo formativo-comunicativo. Talvolta più che radicali modifiche legislative o amministrative, serve la diffusione di una cultura del cambiamento. Per questa ragione occorre operare con investimenti consistenti per la formazione e l'aggiornamento del personale. Un tipo nuovo di formazione, che potrebbe essere avviata in via sperimentale, è la "formazione mista", dove vi è una sinergia tra operatori pubblici e privati, sia come docenti, sia come destinatari, che si possono confrontare sulle prassi amministrative e applicative degli strumenti, sull'emersione di buone pratiche, possono dialogare sui problemi comuni incontrati e su quelli risolti, possono trovare insieme delle soluzioni. Semplificare vuole anche dire comunicare, rendere fruibile un'amministrazione complessa. Ciò significa che è necessario uno sforzo per rendere la comunicazione efficace verso l'esterno, rivolta agli utenti (cittadini e imprese). I siti istituzionali hanno una scarsa attenzione all'utenza. Un esempio per tutti. In questo periodo delicato della nostra economia l'attenzione si concentra anche sulle azioni che possono intraprendere sia le imprese per riqualificare il personale dipendente, sia i lavoratori disoccupati o gli occupati per aggiornare la propria professionalità ed avere maggiori occasioni di lavoro. Ebbene sul sito della Regione è "una vera caccia al tesoro" trovare le misure che consentono il finanziamento delle attività formative.

Semplificare è soprattutto avere un atteggiamento verso i problemi che non sia di "ostruzionismo". La comunicazione interna è quindi essenziale per creare nei dipendenti pubblici il senso di appartenenza delle riforme, per raggiungere un radicale mutamento culturale dove si possa sviluppare l'orgoglio di essere *civil servant*. In quegli anni abbiamo imparato non esiste «la pubblica amministrazione», ma tanti diversi servizi pubblici con diverse esigenze e condizioni di contesto.

Le riforme le fanno le persone ed è ad esse che ci rivolgiamo perché siamo convinti che una crescente partecipazione, una leale collaborazione, un clima di trasparenza, un maggiore dialogo con le parti sociali ed una maggiore consapevolezza possono contribuire, lavorando insieme, a costruire ed a migliorare il futuro che è già dietro l'angolo.

Allocution de la vice-présidente de la section de Saint-Martin-de-Corléans Daniela Dellio

« Les premiers engagés sont les administrateurs »

Bon après-midi à tout le monde, je vais lire une contribution au débat sur la bureaucratie préparée par la section de l'Union Valdôtaine de Saint-Martin-de-Corléans d'Aoste.
La bureaucratie est la conséquence de la définition et de l'introduction de règles. Toute discipline, ou disposition, établie par une administration publique prévoit des procédés, qui comportent normalement des accomplissements pour les citoyens.
Le climat social qui caractérise, de plus en plus, notre communauté a rendu (et rend) nécessaire le recours à toujours plus de règles. Là où le bon sens permettait, il y a par exemple dix années, de gérer une situation, aujourd'hui il faut une discipline institutionnelle. Cela a fait que la bureaucratie, elle-même, a augmenté.
Cette prémisse est nécessaire pour comprendre que le but d'une Administration publique toujours plus efficace est absolument à poursuivre, mais dans la conscience du fait qu'un pourcentage de bureaucratie est physiologique.
L'action qui devra découler des orientations exprimées par le Congrès devra être inspirée à rendre le plus possible tolérable ce niveau, en considération également du fait qu'une partie consistante de la communauté valdôtaine est composée par des personnes âgées, auxquelles il faut offrir un rapport simple et durable avec l'Administration.
Les composantes locales du système de l'Administration publique valdôtaine sont, principalement, deux : la Région et les Collectivités locales. En termes de « production » de bureaucratie, il est évident que la première source, disposant d'un pouvoir législatif qui ne revient pas aux deuxièmes, a une responsabilité accrue.
Par contre, les Communes et les Communautés de montagne, en qualité d'organismes députés à l'offre de services aux citoyens (donc, en appliquant des dispositions établies par l'Etat ou par d'autres niveaux administratifs), risquent d'augmenter la bureaucratie en introduisant des modalités d'érogations trop complexes.
En raison de son pouvoir d'autogouvernement, la Vallée d'Aoste a l'opportunité de rechercher directement des solutions permettant une réduction de la bureaucratie.
En ce qui concerne l'Administration régionale, les paramètres sur lesquels on peut œuvrer ont trait, notamment, à différents domaines : l'aire « Elus », avec une qualification toujours plus spécifique des administrateurs (également par des initiatives formatives du Mouvement, préalables à la formation des listes), par rapport au fonctionnement de la « machine » administrative et à ses dynamiques, en les mettant dans la condition de saisir la meilleure solution aux problèmes ; l'aire « Dirigeants », qui doivent être poussés (aussi, le cas échéant, par des mécanismes d'encouragement et stimulation) à la simplification des accomplissements revenant aux usagers. En plus de cela, si nécessaire, il pourrait se révéler opportun, dans le but d'enrichir davantage l'Administration par des énergies positives provenant du domaine de l'entreprise, de réviser les mécanismes de nomination de dirigeants externes à l'Administration ; imprimer une accélération aux processus de « dématérialisation » des actes et des procédés internes. Une organisation qui réduit les temps d'élaboration d'une réponse, en plus de se démontrer attentive aux ressources mises à disposition, améliore sans doute la qualité de la réponse même.
Relativement, ensuite, aux collectivités locales, au nombre des volets à approfondir comptent : le perfectionnement du projet du « Guichet unique », également à l'intention des citoyens. Si l'accomplissement de plusieurs pratiques pourra se faire en s'adressant à un

seul bureau (et tous les passages suivants seront effectués à l'échelon de "back office"), sans doute le « labyrinthe » auquel parfois l'administration rassemble sera perçu différemment ; raccourcir toujours plus, en faisant recours aux technologies informatiques, la distance entre les citoyens et les Collectivités locales.
Des expériences telles que les « Services démographiques online » (conduite à Aoste) démontrent que cela est possible. Grâce au projet de réutilisation des services « People », cela pourrait être élargi aux autres communes valdôtaines. Un pas qu'il est capital d'accomplir ; renforcer toujours plus le rôle d'assistance aux Collectivités locales du Consortium Celva. Au sein de celui-ci, tout particulièrement, l'activité de formation représente un atout à exploiter le plus possible pour des Communes et des Communautés de montagne à même de répondre au mieux aux exigences de la population. Celles-ci ne sont que quelques suggestions par rapport aux dossiers auxquels s'attarder dans une logique de réduction de la « bureaucratie », grâce aux prérogatives dont notre Région dispose. Il est, en tout cas, évident que le premier pas à accomplir, afin d'aboutir à des niveaux d'efficacité encore plus élevés, est merveilleusement culturel. En étant liée à la définition de règles (comme nous l'avons dit), la bureaucratie doit avant tout être combattue au moment où celles-ci naissent.
Bref, la première forme de lutte est aux administrateurs, par les orientations qu'ils expriment. Toutes les autres suggestions sont complémentaires (mais inévitables).

Allocution de la présidente de l'ordre régional des Architectes Daria Cini

« L'informatique vient à notre secours »

Buongiorno a tutti, ringrazio gli organizzatori di questo convegno per l'invito. Vogliamo dare il nostro contributo per un tem ache ci sta particolarmente a cuore, perchè il nostro lavoro è ormai pieno di burocrazia : noi stessi siamo diventati dei burocrati che rispondono ad altri burocrati. Questo nostro rapporto vuole essere un contributo al miglioramento dei rapporti tra cittadini privati e settore pubblico, soprattutto in un periodo – come questo – di grande crisi.
Il problema attuale di questo rapporto è la forte criticità nei rapporti tra il cittadino, i professionisti e la pubblica amministrazione, che fa emergere la necessità di una azione radicale volta a semplificare e a rendere più trasparente tale rapporto. Appare necessario che le misure siano condivise, ovviamente, in maniera coordinata da tutti i soggetti interessati. L'obiettivo è quello di incidere fortemente sulle procedure di presentazione e definizione tecnico amministrativa delle pratiche edilizie, definendo una serie di percorsi concordati, che contemporaneamente rappresentino, da un lato, un indirizzo per l'utente e il professionista e, dall'altro, la certezza del rispetto della norma della pubblica amministrazione, anche attraverso l'utilizzo di modulistica standardizzata omogenea e uniforme su tutto il territorio regionale. Si riscontrano infatti iter amministrativi e richieste di documentazione differenti tra i vari enti locali per interventi edilizi identici.
Seguendo percorsi certificati e modulistica precompilata e con l'utilizzo di un sofware standardizzato (attraverso l'introduzione delle tecnologie dell'informazione, della certificazione elettronica, della firma digitale e della presentazione online), possono essere raggiunti

livelli altissimi di efficacia ed efficienza, sia per la prestazione professionale sia per la sostenibilità dell'azione della Pubblica Amministrazione.
La nostra proposta per semplificare consiste, sostanzialmente, nell'individuare forme di snellimento delle procedure attraverso procedure informatizzate: certificazione (informatizzazione) di ogni atto e documentazione presenti nella pubblica amministrazione (piani, regolamenti) per dare certezza ai contenuti delle dichiarazioni dei professionisti e rendere possibile l'attivazione di procedure elettroniche; creazione di modulistica e sofware di gestione delle procedure, uniforme su tutto il territorio regionale, che – attraverso percorsi guidati – rendano la compilazione e la certificazione di atti e documenti coordinata, coerente ed attuativa delle norme e dei regolamenti della pubblica amministrazione di riferimento. Tale procedura avrebbe anche lo scopo di contenere i tempi e il rischio di errori sia per chi progetta sia per chi valuta le progettazioni; deposito solo in formato elettronico (con firma digitale certificata) degli elaborati cartografici e amministrativi del progetto edilizio oggetto di richiesta di titolo abitativo e di tutti gli elaborati progettuali richiesti per il ritiro della concessione edilizia.
E ancora. Occorre unificare le procedure della documentazione richiesta : pertanto un'univoca applicazione della norma urbanistica in merito all'acquisizione dei titoli abitativi e in particolare; l'azzeramento effettivo dei tempi di inizio lavori in caso di deposito di denuncia di inizio attività così come previsto dall'art. 61 comma 5 della LR 11/1998; l'uniformità della documentzione richiesta dai vari enti per procedure analoghe.
Altro punto importante è lo snellimento delle procedure autorizzative: dotazione, da parte degli enti territoriali di strumenti di indirizzo, da concordare preventivamente con le strutture regionali competenti in materia di tutela paesaggistica e beni architettonici, qualora incidenti su beni o ambiti territoriali vincolati. Ciò potrebbe consentire lo snellimento di procedure autorizzative nel caso di coerenza del progetto con i contenuti di tali strumenti di indirizzo (redazione di piani colore) che consentirebbero, nel caso di adozione delle tipologie in essi contenuti, di poter eseguire direttamente l'intervento senza dover nulla chiedere; ampliamento degli interventi per i quali non deve essere richiesto il parere all'esperto in materia di tutela del paesaggio ai sensi della legge regionale 18 del 27 maggio 1994; semplificazione dell'iter di raccolta dei pareri, autorizzazioni e deroghe in caso di procedura presso lo Sportello Unico, anche attraverso criteri precedentemente concordati e un interfaccia di informazione tra professionista e «front-office».
Quali sono le modalità di attuazione di tutto questo ? Intervenire sugli enti locali con circolari per dare indirizzi univoci a tutta una serie di procedimenti rendendo le procedure e le interpretazioni normative il più possibile omogenee sul territorio ; costituire un gruppo di lavoro composto da tecnici regionali, tecnici comunali e da rappresentanti degli ordini e Collegi tecnici della Valle d'Aosta, dedicato alla semplificazione amministrativa e che abbia quale obiettivo quello di codificare e uniformare procedure amministrative con definizione di specifiche modulistiche. Questa collaborazione tra ordini professionali e funzionari è già stata avviata in alcune grandi città come ad esempio Ferrara, che dal 31 luglio scorso ha istituito un gruppo di lavoro che ha lo scopo di proporre all'amministrazione soluzioni concrete e perseguibili.
Per quanto concerne il settore lavori privati, e più in particolare il "Piano Casa", l'articolo 1, comma 1 della legge regionale 24 del 4 agosto 2009recita: « la presente legge (…) detta misure di semplificazione delle procedure vigenti per la realizzazione degli interventi sul patrimonio edilizio e discliplina ulteriori incentivazioni volte a favorire il miglioramento della qualità degli edifici, l'efficienza energetica, la sostenibilità ambientale e l'utilizzo di fonti di energia alternativa e rinnovabili».
Gli ordini e i collegi tecnici della Valle d'Aosta, messi a conoscenza della bozza del testo del provvedimento attuativo della suddetta legge, hanno formulato alcune osservazioni volte alla semplificazione delle procedure la cui massimizzazione sarebbe potuta realizzarsi forse meglio con un coinvolgimento generale durante le fasi preparatorie del documento, interessando tutti gli attori coinvolti nel processo (tecnici comunali compresi che dovranno poi dare attuazione alla legge).

Allocution du conseiller régional Luciano Caveri au Congrès

« Améliorer, mais sans être populistes »

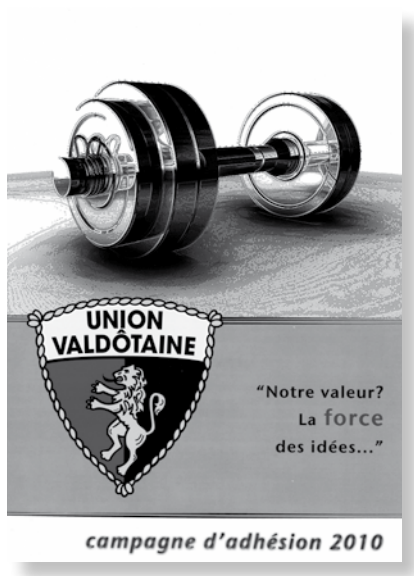
Chers délégués, il y a toujours le danger d'un effet « messe chantée », dans le sens que quand il y a un argument de ce genre il y a le risque de répéter des choses, et vu qu'on a géré pendant des dizaines et des dizaines d'années le pouvoir, quand on parle de bureaucratie – et on l'a fait aujourd'hui – c'est toujours un peu d'autocritique.
Je voudrais partir de mon expérience personnelle : quand j'étais président de la commission politique régionale « Transports » du Parlement Européen, j'avais un chef du secrétariat avec lequel j'avais parfois des rencontres officielles.
Je le présentais souvent comme « mon fonctionnaire ». Un jour, il m'a dit : « En français, fonctionnaire ce n'est pas extraordinaire, c'est un peu négatif. Et Georges Clemenceau disait à ce propos que les fonctionnaires sont comme les livres d'une bibliothèque : ce sont les plus hauts placés qui servent le moins ».
J'ai appris que « fonctionnaire » est un mot négatif qui donne une vision négative de la bureaucratie. Mais à ce propos, je pense qu'il faut dire qu'il y a au moins deux attitudes possibles face à ce problème. D'un côté la bureaucratie est un quelque chose d'indispensable : ce sont les employés publics qui permettent d'avoir une structure et il faut d'ailleurs reconnaître que quand il y a eu la naissance de notre autonomie, la structure bureaucratique était tout à fait faible. Une centaine d'employés de provenance de la province d'Aoste, et donc la naissance d'une structure liée à notre autonomie spéciale nous a permis d'avoir une conséquence et une gestion de notre autonomie. C'est une façon de voir la bureaucratie de manière positive : la structure qu'on a créée pour gérer notre autonomie. Et en plus si on regarde les chiffres des employés publics (de la région, mais des communes et des secteurs de l'école et de la santé, sans oublier les forces de l'ordre), il faut dire qu'il y a une bonne quantité de Valdôtains qui sont des employés publics : à mon avis, donc, il faut avoir une approche souple par rapport à la critique.
Mais il y a l'autre côté de la bureaucratie : inefficacité, paresse, trop de dépenses, parfois des privilèges, et dont est compréhensible une certaine réaction.
Réaction mais sans tomber dans le populisme et la démagogie. On pourrait dire avec un latinisme « in medio stat virtus » : d'un côté les aspects positifs, sans oublier les aspects négatifs. On a entendu ce matin les expériences des différentes associations : il faut avoir le courage de changer là où cela est nécessaire.
Même s'il faut dire que quand on critique les procédures européennes, il faut reconnaître que ces procédures ont été créées parce qu'il y avait des pays qui volaient de l'argent. Quand on a décidé d'avoir une bureaucratie très lourde et des contrôles exagérés, c'est malheureusement parce que des pays n'ont pas respecté les vieilles règles et on a dû créer des règles un peu « byzantines » pour permettre les divers contrôles.
Que peut-on faire ? Est-ce qu'il y a une réponse aux difficultés de la bureaucratie, au-delà de tout ce qu'on a déjà dit ?
Personnellement, je voudrais en citer deux. La première est sans doute une bonne qualité de la législation, évidemment en ce qui concerne notre possibilité de légiférer et le rôle de contrôle de nos parlementaires sur la législation nationale. Une bonne législation permet d'éviter qu'après il y ait trop d'interprétations qui puissent permettre aux bureaux d'entraver les différentes démarches et procédures.
Bien évidemment quand on parle de la bonté des lois, il faut avouer que l'approche de ce problème doit être original de notre part.Il est vrai que nous avons le devoir de respecter ce symbole, donc de voir s'il y a – de notre part – la possibilité de réagir d'une façon spécifique, parce que pour le reste il y a les autres partis politiques.
Pour ce qui est de notre réponse quant à la qualité de la législation, ou aussi de la « delegificazione » – c'est-à-dire de faire, avec des instruments différents, ce qu'il ne faut pas nécessairement faire à travers les lois – il faut dire que la vision originale que nous avons est le fédéralisme.
Le fédéralisme est respectueux de l'autonomie à tout niveau, à partir de la personne, la commune, la Région, l'Etat, l'Europe. C'est une approche originale, qui devrait éviter l'excès de procédures, l'excès de bureaucratie qui est typique des états-nations, que les fédéralistes ont combattu depuis toujours. La deuxième réponse possible est à travers les nouvelles technologies. Je sais qu'au Val d'Aoste aussi il n'y a pas encore une majorité de personnes qui emploient les nouvelles technologies.
Quand je parle de nouvelles technologies, je parle d'Internet : nous n'avons pas encore de chiffres sur l'emploi de ce moyen de communication dans notre région mais grosso modo on peut penser que moins de la moitié de la population est en train aujourd'hui d'employer Internet. Il y a plus d'hommes que de femmes, les jeunes sont la majorité. On peut ajouter que c'est normalement les personnes ayant un plus haut taux de culture qu'utilisent le Web (même chez les personnes âgées), mais il n'y a pas de doutes qu'avec Internet on a la possibilité d'améliorer la qualité du passage entre citoyen et public et vice-versa.
Mais ça ne suffit pas : j'ai l'impression qu'on peut avoir des nouvelles technologies, de bonnes lois, mais il y a quelque chose en plus qui nous oblige à réfléchir. Quant on parle de bureaucratie – et aujourd'hui personne ne l'a dit – il faut dire aussi que le terme bureaucratie est daté de quelques siècles : il provient du français (bureau) et du grec (cratos, pouvoir).
Pouvoir des bureaux, le pouvoir des fonctionnaires.
Mais c'est la même racine que démocratie : « demos » peuple, « cratos » pouvoir. Il n'y a pas de doutes sur le fait qu'il y a quelque chose qui lie étroitement les deux mots.
Parce que la démocratie hérite la démagogie et le populisme qui sont cet ensemble d'un phénomène politique qui est en train de se produire en Italie comme en Europe. Là, il paraît que certaines décisions sont prises sans tenir réellement compte de la nécessité d'avoir dans les mécanismes de liberté et de démocratie une espèce de « contre-pouvoir » contre les excès du public, que ce soit les politiques ou les bureaucrates. La discussion a été très avancée pour ce qui est en Europe : justement en Europe, dans le passé, et encore aujourd'hui, avec les nouvelles nominations des responsables, un choix politique plutôt faible permet aux bureaucrates européens de pouvoir assumer de responsabilités qui ne les concernent pas et – aussi – d'augmenter leur pouvoir.
Je parlais de dérive de la démagogie, de cette attitude politique qui flatte la passion populaire dans le but d'obtenir le soutien du peuple sans se préoccuper des intérêts réels.
Parfois je vois, comme dans les paroles du ministre Brunetta, un peu de démagogie, un peu de populisme. Surtout parce que quand on regarde la loi, on voit qu'il y a des annonces d'un certain type, et après – quand la loi est définitivement approuvée – il y a des décisions différentes.
C'est plutôt des annonces, la démonstration d'être musclé, envers l'opinion publique : les résultats, parfois, comme dans la lutte "anti-fannuloni", ne sont pas toujours ceux qui l'on espérait.
La démocratie, et avec ça je voudrais conclure. Un article de mon oncle Séverin de 1947, il y a plus de soixante ans. C'était une sorte d'appel aux inscrits à l'Union Valdôtaine. Dans ces temps-là, l'Union Valdôtaine était une petite force politique, qui se trouvait à combattre avec de grands partis comme la Démocratie Chrétienne et le Parti Communiste. Là dedans il y avait même des gens qui à l'origine faisaient partie de l'Union Valdôtaine.
En 1947, les choix avaient été faits : une bonne partie des fondateurs de notre Mouvement avait fait un choix différent vers les partis nationaux, et les « durs et purs » qui croyaient à une ligne originale de notre politique avaient décidé de rester dans l'Union, et si nous sommes là c'est grâce à ce pouvoir de résistance.
Séverin écrivait : « Montesquieu disait qu'en république il faut beaucoup plus de vertu de la part des citoyens plutôt que dans une monarchie. Les sujets d'un roi n'ont qu'une chose à faire : obéir. C'est très facile. Les citoyens, par contre, doivent en démocratie se gouverner eux-mêmes : doivent avoir des qualités de civisme, de conscience et de maturité. Cela est autant plus nécessaire dans un pays autonome comme le nôtre ».
Et après, dans cet article, il commence un peu à rigoler. « Pierre : mon cousin a volé trente plantes dans la forêt de la commune. Voulez-vous me faire "lo playsé" de dire aux garde-forêts de ne pas dénoncer mon parent à l'autorité judiciaire ? Jacques : j'ai été un mois à l'hôpital et je ne suis pas inscrit à la liste des pauvres. Voulez-vous me faire "lo playsé" de payer la note avec l'argent de la région ? Jean : ma sœur a été boulée aux examens. Voulez-vous me faire "lo playsé" de la nommer institutrice quand même ? Procope : Voulez-vous me faire "lo playsé" de modifier le projet de la route afin que mon pré ne soit pas exproprié ? Baptiste : c'est vrai que la maison que je voudrais construire est une offense à la beauté du paysage. Mais vous pouvez me faire "lo playsé" d'autoriser quand même cette horreur esthétique ? »
Et concluait : « Naturellement ces gens, lorsque vous demandent les choses les plus drôles, ne manquent jamais de vous dire que leur amitié pour vous résistera à la bombe atomique.
Pour ces gens la loi n'existe pas, l'administration ne doit pas obéir à des règles de justice ou aux intérêts publics. C'est aussi intéressant à remarquer que, si vous refusez tout cela, les postulants ont des profondes crises spirituelles. Le super autonomiste devient centraliste, le chrétien se convertit au bouddhisme, le communiste s'inscrit à la Démocratie Chrétienne et vice-versa.
C'est un petit tremblement de terre, qui découvre que certains idéalistes ne sont que d'égoïstes ou d'aspirants profiteurs. Nous désirons vivement que ces réflexions constituent un avertissement à tous ceux qui voudraient s'inscrire à l'Union Valdôtaine en poursuivant des buts personnels et à tous ceux qui soumettent leur fidélité à la cause pour des questions de profit ou de carrière ».
Voilà la raison pour laquelle il faut être très attentifs à conduire une bataille de modernisation de l'administration publique, en sachant que les politiques ont un rôle important et remarquable, qu'ils doivent fixer la ligne directrice, et les dirigeants – sous le contrôle politique – doivent eux-mêmes savoir expliquer toutes les nécessités.
Mais en sachant que notre originalité est celle de croire dans une autonomie qui signifie bien sûr autogouvernement, et surtout de savoir assumer ses responsabilités et être bons citoyens.
Merci

Allocution de la conseillère régionale Hélène Impérial au Congrès

« Le progrès technologique peut nous aider »

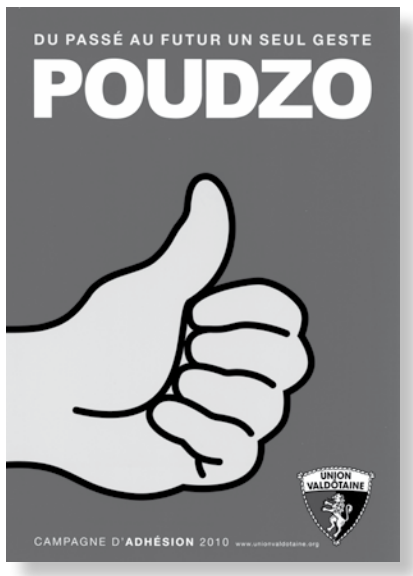
Aux Etats-Unis, la coutume veut que l'on baptise les ouragans qui menacent les côtes sud-orientales à la fin de chaque été. Eh bien, en Italie, il y a le cyclone Brunetta : à chaque fois qu'il parle le tonnerre, les éclairs et les rafales de vent ébranlent les bâtiments et détruisent ce qui se trouve sur leur chemin.
Au cours d'une réunion qui s'est tenue au mois de janvier, le Ministre de la Fonction Publique est intervenu en essayant d'encourager les fonctionnaires publics.
Brunetta, lui, sait comment argumenter ce dont il parle et il peut donc se permettre quelques passages polémiques et folkloriques ; lors de son intervention il y a eu une affirmation qui m'a particulièrement frappée: "Il tornitore alla Ferrari ha il sorriso e la dignità di dire al figlio che cosa fa, l'impiegato al catasto no." ; une affirmation un peu crue, un tantinet exagérée peut-être, mais en bonne partie vraie. Plusieurs fonctionnaires que je connais, beaucoup malheureusement, ne font que confirmer l'idée que l'opinion courante se fait de l'employé public. Et je dis malheureusement car derrière la figure professionnelle il y a une personne souvent meilleure que ce que l'on pense communément. On les entend souvent dire, eux, les fonctionnaires, que l'emploi qu'ils ont est sûr (ce qui de nos jours n'est pas toujours évident) mais on ne lit pas vraiment de sourire sur les lèvres ; il se passe plutôt le contraire car chez les plus consciencieux on entend souvent des plaintes parce que engagement et dévouement ne sont presque jamais récompensés. Compétences acquises, motivations et méritocratie sont donc les axes à suivre. La bureaucratie est plus âgée encore que l'écriture. Les premiers fonctionnaires publics furent les scribes égyptiens ; il s'agissait d'une catégorie prestigieuse, très puissante, envers laquelle il y avait un grand respect, parfois même de la crainte. Cette attitude envers les fonctionnaires publics s'est maintenue au cours des siècles. La même chose se passait encore au début des 19e et 20e siècles. Ludwig von Mises dans son volume "Bureaucratie" disait "dagli scritti degli statalisti tedeschi il funzionario appare come un santo, un monaco che rinuncia a tutti i piaceri mondani ed a tutta la felicità personale per servire il luogotenente di Dio".
Savoir lire et écrire, s'informer et connaître est une des prérogatives des fonctionnaires publics ; je dirais même la prérogative principale mais aujourd'hui savoir lire et écrire, connaître, interpréter est un devoir du citoyen.
Maintenant, l'on écrit surtout sur le papier ; eh bien, dans le futur, il faudra accepter le défi qui nous est lancé par les moyens télématiques ; Brunetta dans sa "bozza stralcia-burocrazia" a proposé, par exemple, la"ricetta medica on line" : il passaggio dal documento cartaceo al documento elettronico avviene in forma progressiva dal 1 gennaio 2010 in ragione del 40% delle prescrizioni al 31 dicembre 2010, del 80% al 31 dicembre 2011 e del 100% al 31 dicembre 2012. A decorrre dal 1 gennaio 2013 è fatto divieto di effettuare prescrizioni sanitarie farmaceutiche e specialistiche i forma non elettronica".
Je partage totalement l'esprit de quelques interventions que nous avons écoutées ce matin : il est vrai qu'il y a une mauvaise bureaucratie qui se fonde sur la lenteur et la rigidité mais il y a aussi une bonne bureaucratie qui se fonde nécessairement sur l'impartialité et qui vise avant tout au respect des règles, des lois, qui veut sauvegarder l'intérêt collectif et non pas individuel.
Je crois donc que l'unique manière de combattre le mauvais fonctionnement de la bureaucratie passe à travers la motivation des fonctionnaires, la connaissance des lois, la diffusion de la légalité et les mouvements et les partis politiques devraient, en ce sens, jouer un rôle important.
En ce qui nous concerne, nous les législateurs de l'U.V., nous avons le devoir envers notre Statut d'Autonomie de créer des modalités administratives sur mesure pour notre petite région, nos petites entreprises, sans nous limiter à reproposer des lois de l'Etat car je crains que, le cas échéant, nous n'ayons plus le droit de nous plaindre de la bureaucratie. Il en va de notre dignité et de notre autogouvernement tant désiré et célébré.

Concours d'idées pour la campagne d'adhésion 2010

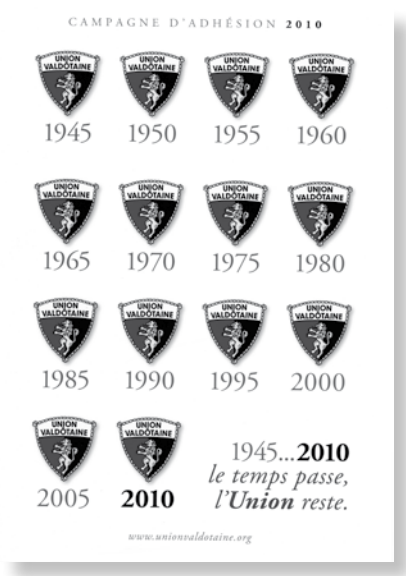


a

b



c



d

e

Les inscrits au Mouvement peuvent voter pour leur affiche préférée jusqu'à lundi 18 janvier prochain

Le Jury de l'Union Valdôtaine a sélectionné cinq projets pour la phase finale du concours d'idées concernant la campagne d'adhésion 2010 du Mouvement.
Cinq affiches qui – jusqu'au lundi 18 janvier prochain – pourront être votées par tous les inscrits de l'Union Valdôtaine.
Pour exprimer sa préférence, il suffit de découper la fiche ici à droite, de la remplir dans les détails et de la rendre en main propre, de l'envoyer par la poste (Siège Central U.V. – 29, avenue des Maquisards, 11100 Aoste), par fax (0165 364289) ou par courriel à l'adresse siegecentral@unionvaldotaine.org

Campagne d'Adhésion 2010
VOTEZ !!!

NOM ..... PRÉNOM ..... SECTION .....

PROPOSEZ VOTRE CLASSEMENT

1e place ..... 2e place ..... 3e place ..... 4e place ..... 5e place .....

alla detrazione del 55% ci pensiamo noi!

tecnoserramenti
SERRAMENTI - PORTE
Via Roma, 7 - Aosta
Tel. 0165 31011 - Fax 0165 40206
Fabrizio Cerise Tel. 335 6122948
tecnoserramentiaosta@tin.it

Fornitura
e posa in opera di:
serramenti esterni
porte interne
portoncini

Preventivi gratuiti
Possibilità di sostituzione
senza opere murarie
beneficiando del
contributo regionale per il
contenimento energetico

GAROFOLI GROUP
GAROFOLI Gidea

MUSUMECI S.P.A.

Un centre d'art, de musique, de culture pour les jeunes

Cité des Jeunes, cité des opportunités

Après deux ans de travaux, la Cité des Jeunes est devenue une réalité : en effet, vendredi 11, à 18 heures, elle a ouvert officiellement ses portes avec la cérémonie d'inauguration.

«*La structure, qui compte presque 1.400 mètres carrés divisés en laboratoires, salles d'exposition et zones dédiées aux spectacles* – a expliqué le syndic de la ville d'Aoste Guido Grimod – *a été réalisée grâce à un investissement de 2 millions 910 mille euros, dont 2 millions 202 mille financés par le projet Interreg Italie – France Alcotra et 708 mille par la commune d'Aoste*».

La mission de la Cité des Jeunes, qui pendant cinq ans sera gérée par Undicicento, une association temporaire d'entreprise composée par C.t.i., Masterdata e 3Bite, est de créer un centre d'activités au sein duquel les Jeunes Valdôtains puissent se confronter et s'enrichir individuellement à travers des expériences de groupe, en libérant leur propre créativité, dans un contexte qui garantit animation et support adéquats.

En effet, les jeunes de 14 à 29 ans pourront s'impliquer dans plusieurs activités, comme l'art, la musique, le spectacle, l'information et les rapports et les échanges culturels avec l'étranger.

«*Il s'agit d'un résultat très important pour notre région* – a commenté le président de la Région Augusto Rollandin – *après la Bibliothèque régionale, la Cité des Jeunes sera le nouveau point de référence et d'agrégation pour les Jeunes Valdôtains. Maintenant, c'est à eux de l'utiliser au mieux et de respecter les finalités selon lesquelles elle a été conçue*».

L'assesseur aux Politiques sociales Albert Lanièce a rappelé que «*cette structure sera ouverte à tous et sera un instrument d'intégration : il faudra gérer le quotidien, afin que les jeunes puissent vivre ici des expériences qui les unissent, en leur permettant de se confronter sur un territoire neutre*».

«*C'est une réponse concrète aux préoccupations liées à l'emploi du temps libre de la part des jeunes* – a commenté Laurent Viérin, assesseur à l'Education – *ici on passe de l'accès à la culture au fait que les jeunes produisent de la culture : investir sur les jeunes et sur la culture signifie investir sur l'avenir de la Vallée d'Aoste*».

Pour inaugurer la structure, l'association Undicicento a organisé un calendrier très riche et de grande qualité : en effet, pendant la première semaine d'ouverture, après l'exhibition du groupe valdôtain dAri et des Zero Assoluto, sont montés sur scène, entre autres, Mago Forrest et Ludovico Eiunaudi, tandis que vendredi 18 et samedi 19 décembre les rendez-vous seront avec le Dj set de Claudio Coccoluto et Cisco, ancien chanteur des Modena City Ramblers.

Denis Falconieri

La section de l'UV de Courmayeur
organise un

DÎNER SOCIAL
Samedi 19 décembre 2009
au restaurant de l'hôtel Svizzero

19h00 – Rencontre avec les jeunes
20h00 – Vin d'honneur
20h30 – Dîner

Le prix est de 35,00 euros.

Pour les réservations s'adresser, dernier délai, mercredi 16 décembre, à : Bureau de Tabac Luboz 0165 84 67 28; Mme Chantal Lavy 349 15 80 464; M. Stefano Aggravi 348 77 54 967; hôtel Svizzero 0165 84 81 70

Participez nombreux !

DÉCÈS

La section de l'UV de Sarre
a le chagrin d'annoncer
le décès de

Monsieur **Roberto PALMA**
âgé de 76 ans

La communauté unioniste de Sarre présente ses condoléances émues à son épouse Bianca Mantovan, à sa fille Lorenza, conseiller communal, avec son mari Luigi et à son petit-fils Filippo, ainsi qu'à tous ses parents.

***

La section de l'UV de La Magdeleine
a la douleur d'annoncer
le décès de

Monsieur **Mario Giuseppe ARTAZ**
âgé de 84 ans

Nous présentons nos plus sincères condoléances à toute la famille et en particulier à son épouse Marina Gard, à son fils René, Président de notre section, avec sa femme Luigia, à ses petits-enfants Monique, Iole et Marco avec leur famille, et à ses arrière petits-enfants Noemi, Mattia, Thomas et Samantha, ainsi qu'à tous ses parents.

La section de l'UV de Montjovet
a le regret de vous faire part du décès de

Monsieur **Erio Edoardo CRETIER**
âgé de 84 ans

La section unioniste de Montjovet présente ses condoléances les plus sincères à son épouse Lea, à ses enfants Claudio, Nalda et Demis avec leurs familles, ainsi qu'à tous ses autres parents.

NAISSANCE

La section del'UV de Châtillon

a la joie d'annoncer
la naissance de

Sophya Estelle

de Katia Covolo et d'Alessandro Roisecco.
La communauté unioniste de Châtillon présente ses plus vives félicitations aux heureux parents et aussi au grand-père Battista Covolo, ancien membre de la section, ainsi que ses vœux de bonheur et de prospérité au nouveau-né.